


Profil Pays – Congo

1- Informations générales

	Nom complet du pays	Congo
	Capitale du pays	Brazzaville
	Langue(s) officielle(s)	Français
	Ports Principaux	Port autonome de Pointe Noire
	Littoral (km)	170 km

2- Autorités nationales compétentes chargée de la préparation à la lutte et la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures

Lutte en mer

Ministère/Département/Agence	Ministère des Transports Maritimes et de l'Aviation Civile et de la Marine Marchande
Point de contact en charge des questions de lutte en mer	Directeur Général de la Marine Marchande
Adresse	B.P.1107 Pointe Noire, République of Congo
Téléphone	00242 055537747
Mobile	00242 066043166
Fax	/
Courriel	marmar@yahoo.fr

Lutte à terre

Ministère/Département/Agence	A désigner
Point de contact en charge des questions de lutte à terre	
Adresse	
Téléphone	
Mobile	
Fax	
Courriel	

3- Points de contact

Point Focal GI WACAF

Nom	Medard Ngobo
Ministère/ Département / Agence	Ministère d'Etat, Ministère des Transports Maritimes et de l'Aviation Civile et de la Marine Marchande
Poste	Coordinateur du Plan National
Adresse	B.P.1107 Pointe Noire, République of Congo
Téléphone	+242 05 762 88 33
Mobile	+242 06 664 4090
Fax	
Courriel	medardngobo@gmail.com

Point Focal OMI

Nom	Gandou Colette
Ministère/ Département / Agence	Ministère d'Etat, Ministère des Transports Maritimes et de l'Aviation Civile et de la Marine Marchande

Poste	Directrice Générale de la Marine Marchande
Adresse	B.P.1107 Pointe Noire, République of Congo
Téléphone	00242 055537747
Mobile	00242 066043166
Fax	
Courriel	madamegandou@yahoo.fr

4- Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU) en cas de déversement d'hydrocarbures

Élaboration du PNIU

Nom du PNIU	Plan National d'Intervention d'Urgence en cas de pollution par les hydrocarbures
Statut du PNIU	En cours d'approbation
Acte administratif d'approbation initial - Numéro et date	2006
Date de dernière mise à jour approuvée	2009, en cours de révision
Comité / Groupe de travail en charge de la question	Groupe de travail : en charge de révision, composé de toutes les parties prenantes

Composants du Plan National d'Intervention d'Urgence

- Politique sur l'utilisation des dispersants

Statut de la politique sur l'utilisation des dispersants	En cours de développement
L'utilisation des dispersants est considéré comme (première/deuxième/dernière option/pas une option).	Dernière option
Indiquer le nom de l'acte administratif régissant la politique d'utilisation de dispersants.	Pas encore initié

Existe-t-il une liste de dispersants approuvés ? Si oui est-elle publique ?	Travail à faire avec le ministère de l'Environnement
Existe-t-il une procédure d'approbation ? Si oui quelle autorité en est responsable ?	Se référer au Ministère en charge de l'Environnement
Cette même autorité est-elle responsable de l'autorisation d'utilisation des dispersants en situation d'urgence?	Oui
Est-ce que la politique sur l'utilisation de dispersants est prise en compte dans le PNIU ?	Travail à faire avec le Ministère en charge de l'Environnement
Quelles sont les limites géographique et bathymétrique pour l'utilisation des dispersants ?	En cours
Existe-t-il des stocks de dispersants ?	Oui
Emplacement des sites de stockage	Dans les sociétés pétrolières
Nom	Propriétaire : PERENCO, ENI, TOTAL
	Volume

- Cartographie de sensibilité

Statut des cartes de sensibilité	Finalisé (mais en cours d'actualisation)
Groupe de travail / Comité en charge	Groupe technique de travail
Est-ce que les cartes de sensibilité sont prises en compte dans le PNIU?	Oui
Date de validation et de dernière mise à jour	2009
Est-ce que la carte couvre l'intégralité du littoral ?	Oui
Les cartes de sensibilité sont-elles accessibles au public ?	Oui

Sur quel support les cartes de sensibilité sont-elles disponibles ? Papier ou électronique ?	Version papier
-----------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------

- Plan d'évaluation et de nettoyage du littoral

Statut du plan de nettoyage du littoral	En cours de développement
Quelle est l'autorité en charge du nettoyage du littoral ?	A désigner
Date de validation et de dernière mise à jour	/
Est-ce que le plan de nettoyage du littoral fait partie du PNIU ?	Oui
Est-ce que le plan de nettoyage du littoral intègre la stratégie d'évaluation et de nettoyage du littoral (<i>Shoreline Cleanup and Assessment Technique (SCAT)</i> en anglais) ?	Oui
Est-ce que les volontaires civils peuvent prendre part au nettoyage du littoral ? Si oui, un plan de gestion des volontaires est-il prévu en cas de déversement d'hydrocarbure ?	Oui

- Plan de gestion des déchets souillés par les hydrocarbures

Statut du plan de gestion des déchets	En cours de développement
Groupe de travail / Comité en charge	Groupe de travail technique
Date de validation et de dernière mise à jour	/

Est-ce que le plan de gestion des déchets fait partie du PNIU?	Oui
Le plan de gestion des déchets prend-t-il en compte le transport, le stockage temporaire et l'élimination finale des déchets ?	Oui
Les déchets souillés sont-ils considérés comme des déchets dangereux dans la législation nationale ?	Oui
Quels sont les lois et règlements qui régissent la gestion des déchets au niveau national ?	Travail à faire avec les Hydrocarbures et l'Environnement

- Plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée

Statut du plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée	Pas initié
Groupe de travail / Comité en charge	/
Date de validation et de dernière mise à jour	/
Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée fait partie du PNIU?	Pas encore, travail à faire
Existe-t-il des organismes nationaux travaillant sur la question ? Si oui, lesquels ?	Oui (RENATURA et WWF)
Existe-t-il des accords de coopération avec des structures spécialisées à l'international ?	Oui

- Politique de brûlage in-situ

Statut de la politique de brûlage in-situ	En cours de développement
Groupe de travail / Comité en charge	Groupe technique de travail

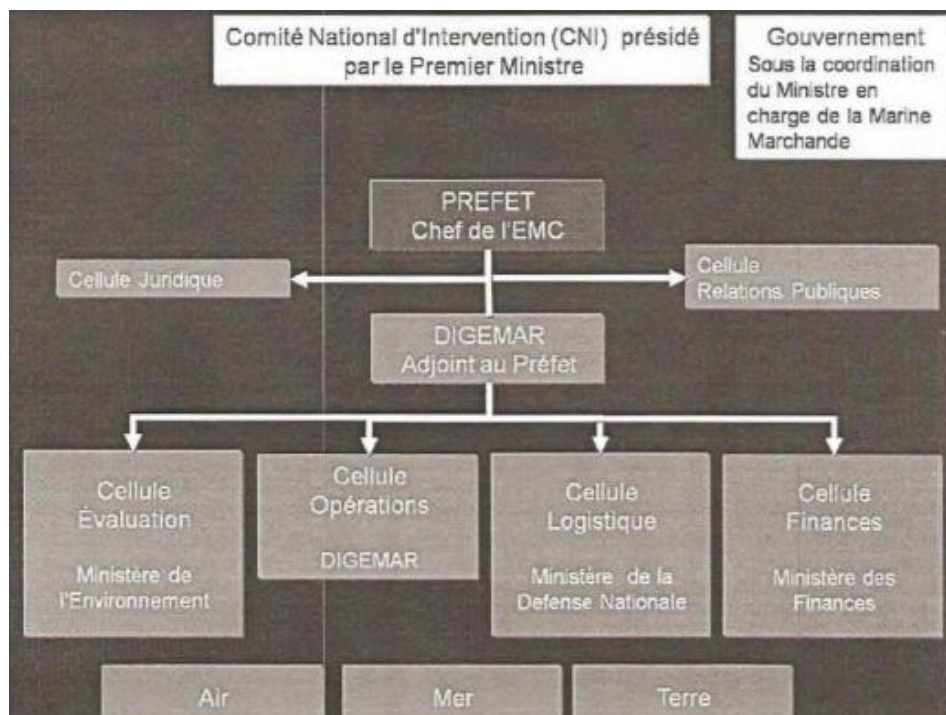
Date de validation et de dernière mise à jour	/
Est-ce que la politique de brûlage in situ fait partie du PNIU?	Oui
Quelle est la procédure d'autorisation en cas d'incident ?	Se référer au Ministères des Hydrocarbures et de l'Environnement

Organisation

- Systeme de Gestion de crises (IMS)

Est-ce qu'une approche reprenant les concepts du Systeme de Gestion de Crise (Incident Management System – IMS en anglais) est utilisée dans le PNIU ?	Oui
Est-ce que chaque rôle défini est associé à une personne/fonction ?	Oui
Les coordonnées des personnes identifiées sont-elles rassemblées dans une annexe ?	Oui

- Organigramme



[Aspects transfrontaliers/internationaux](#)

- Coopération transfrontalière/internationale

Quels sont les mécanismes de coopération de lutte au niveau bilatéral et/ou sous régional qui sont intégrés dans le PNIU?	Accord Angola / Congo
Est-ce que des exercices transfrontaliers sont organisés régulièrement ? Si oui, selon quelle fréquence ?	Non régulier, mais un seul effectué avec le Gabon
Indiquez la date du dernier exercice transfrontalier	Juin 2016
Est-ce que votre pays est engagé dans une coopération avec des projets/institutions visant à améliorer la capacité de préparation à la lutte et lutte ? Si oui, lesquels ?	En cours de développement A déterminer

- Circulation transfrontalière/internationale d'expertise et d'équipement

Existe-t-il des procédures douanières et d'immigration spécifiques pour faciliter l'importation de matériel et/ou d'expertise ?	Oui
Si oui, quelle est la procédure à suivre ?	Se référer aux entités concernées

[Autres éléments du Plan National d'Intervention d'Urgence](#)

Quelle est la procédure de mise à jour du PNIU ? Le PNIU mis à jour doit-il être officialisé par un acte administratif (ex : décret, arrêté...) pour être applicable ?	Oui, par décret présidentiel
La méthode d'analyse des avantages environnementaux nets (NEBA) est-elle inscrite dans le PNIU ?	Non, c'est une nouvelle mesure à prendre en compte

Est-ce que le PNIU prend en compte les différents niveaux de préparation (Tiers 1, 2,3) ?	Oui
Est-ce que le PNIU prend en compte la surveillance aérienne en cas d'incident (par exemple radar, satellite, aéronef, hélicoptère..) ?	Oui
Est-ce que le PNIU couvre la préparation à la lutte et la lutte en cas de déversements de substances nocives et potentiellement dangereuses (SNPD) ?	En cours de développement
Les plans locaux (industrie, port, terminaux...) sont-ils référencés et intégrés dans le PNIU ?	Oui
Est-ce que le PNIU peut être activé en cas de déversement d'hydrocarbures par une source autre qu'un navire (ex : plateforme offshore, pipeline..) ?	Oui

5- Conventions et Accords

[Prévention](#)

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention MARPOL 73-78	Oui	Oui / Partielle
MARPOL IV	Oui	Oui / Partielle
MARPOL V	Oui	Oui / Partielle
MARPOL VI	Oui	Oui / Partielle

[Préparation et intervention](#)

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
OPRC 1990	Oui	Oui / Partielle
Protocole OPRC-HNS - 2000	En cours	Non

[Responsabilité et indemnisation](#)

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
CLC 1992	Oui	Oui / Partielle
FONDS 1992	Oui	Oui
Fonds Complémentaire	Oui	Oui
Convention HNS 2010	En cours	Non
Convention Hydrocarbures de soute – 2001	Oui	Oui

[Accords Sous -Régionaux et Bilatéraux](#)

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention d'Abidjan	Oui	Non
Convention d'Abidjan - Protocole relatif à la pollution par les hydrocarbures	Encore non adoptée par la Convention d'Abidjan	Non
Plan régional de lutte contre les déversements du Programme du Grand Ecosystème Marin du Courant de Guinée (GCLME)	Oui	Non
Convention de Bamako (sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le Contrôle des Mouvements transfrontaliers et la Gestion des déchets dangereux produits en Afrique)	Oui	Non

6- Formation

Est-ce que le pays organise des formations internes et/ou des exercices au moins une fois par an?	Rarement
----------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------

7- Expertise et ressources au niveau national

<p>Le gouvernement :</p> <p>Les administrations publiques ayant des activités en mer.</p>
<p>Le secteur privé :</p> <p>Les compagnies pétrolières, les ports, et autres opérateurs privés du secteur maritime.</p>

Equipement

Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER1) ?	Oui
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER2) ?	Non
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER3) ?	Non

8- Industrie

Quels partenaires industriels du secteur Oil&Gas sont présents et opèrent dans votre pays?	ENI Congo, Total, PERENCO et autre
Existe-t-il un groupe de travail/une plateforme qui regroupe le gouvernement et les industriels sur les questions liées à la préparation à la lutte et la lutte ? Si oui quel est son nom ?	Oui, groupe technique de travail
Y a-t-il une mise en commun des ressources humaines et matérielles lors des exercices et/ou formations entre industrie et gouvernement ?	Oui
Merci de préciser tout autre aspect pertinent de coopération entre industrie et gouvernement	R.A.S.